

Londres, le 19 Avril 1895.

F. D.

onhverp - note

Mons. le Comte,

En me référant
à la note que V. S. a bien
voulu m'adresser en date
du 6 Février de., j'ai main-
tenant l'honneur de Lui
soumettre les vues de mon
Gouvernement concernant
les nouvelles propositions
du Gouvernement Britan-
nique quant au traité
d'extradition à conclure
entre la Grande Bretagne
et les Pays-Bas.

Le Gouvernement
Néerlandais ~~est~~ accepte l'Ar-
ticle II N° 1 avec les der-
nières modifications et
l'addition indiquée en
encre rouge.

Un l'esprit de l'ar-
ticle 9 de la Loi Néelan-
daise sur l'extradition
conçu dans les ^{termes} mots: "à
la demande du pouvoir
dans l'Etat étranger
compétent à faire l'ar-
restation provisoire", les
mots de l'Article X, second
alinéa: "or able to state that
a warrant has been
issued" ^{ne peuvent} devraient être
admis.

Il n'y a pas d'objec-
tions ~~contre~~ ^{au} le dernier
alinéa de cet article, ⁿⁱ ~~contre~~

au
que ~~contre~~ le terme;
"minister of State" dans
l'Article XII N° 4, pourvu
qu'il ~~se~~ se traduise par
"Ministre d'Etat."

Mon Gouvernement
propose de lire l'Article
XIII comme suit: "Quand
" l'individu est arrêté
" ^{dans les} Pays-Bas, l'Officier
" ^{requerra} de Justice ~~ordonne~~ dans
" les trois jours après l'arres-
" tation, et si celle-ci n'a
" pas eu lieu ou ^{déjà} eu lieu
" ~~de~~ avant la demande
" d'extradition, - dans les trois jours après en
" avoir reçu l'ordre, que
" la personne dont l'extra-
" dition est demandée, récla-
" mée soit entendue par
" le tribunal et que celui-
" ci émette son avis sur
" la concession ou le refus
" de l'extradition.

" Dans les quatorze
" jours après l'audition, le
" Tribunal enverra son
" avis et sa décision, avec
" les pièces relatives à la
" cause, au Ministre de la
" Justice.

± sera

F jugement

L'extradition ne
" ~~pourra être~~ ^{sera} accordée que
" sur la ^{production} ~~présentation~~ du
" ~~jugement~~ original ou
" d'une copie authentique
" soit d'un ~~jugement~~ ^{arrêté} de

3.
□ d'arrêt

„ Condamnation, soit d'une
„ ^{ordonnance} décision de mise en accu-
„ sation, soit d'une ^{ordonnance} décision
„ de mise en prévention
„ avec mandat ~~d'arrêt~~
„ ~~tion~~, soit d'un mandat
„ ^{d'arrêt} ~~d'arrestation~~ délivré
„ dans les formes prescri-
„ tes par la législation
„ Britannique et indi-
„ ^{suffisamment} quant le fait dont il
„ s'agit, pour mettre le
„ Gouvernement Néerlandais
„ dans à même de juger
„ s'il constitue, d'après
„ le Code Pénal Néerlandais,
„ dans, un cas prévu par
„ le présent traité, et
„ indiquant également
„ la disposition pénale
„ qui ^{lui} ~~est~~ est applicable.
„ ~~les faits susmentionnés~~
„ Ces documents
„ devront être légalisés par
„ un des Ministres Bri-
„ tanniques et par le
„ Ministre ^{de la Grande-Bretagne} Anglais à La
„ Haye.

La proposition con-
cernant Néerlandaise
concernant les Colonies
a été insérée dans l'Ar-
ticle XVIII, ^{en dehors} avec l'addition
des mots: „ for the purposes
„ of this article” ^{et non} contre

11
~~celle modification~~ ^{non} ~~gouvernement~~
~~lesquels il n'y a pas d'ob-~~ ^{ni a pas}
~~jection~~ ~~contre~~ ^{celle} ~~modification~~.

Les autres remarques
à propos de cet article sem-
blent être ^{fondées en majeure partie sur} un mal entendu.
Les Seychelles et Mauritius
appartiennent tout autant
à l'Afrique et les Indes Occi-
dentales à l'Amérique, que
p.e. la Grande Bretagne
à l'Europe. De même
l'extradition directe entre
Java et la Colonie du Cap
peut avoir lieu comme
~~pour~~ ^{Colonies} les deux sont situées
dans la partie du monde
dont il est question dans
l'alinéa 2. Ceci est évide-
ment mis ~~en~~ évidence
quand on ^{se rend compte} ~~prend~~ ^{du fait} ~~qu'il est~~
~~question dans l'Article de~~
l'Afrique, où les Pays-Bas
ne possèdent ~~pourtant~~ pas
de Colonies. Tout doute pour-
^(d'ailleurs) rait être écarté en lisant:
„situated in the part of
„the world comprehending
„Asia, Australia and South
„and East Africa.”
Cependant, entre le Canada et
Java une extradition di-
recte ne peut ~~seulement~~
avoir lieu, car notre législature
coloniale s'y oppose. Mais
^{dans la} ~~en~~ pratique aucun incon-
venient sérieux ne sem-
blerait ^{pouvoir} ~~en~~ résulter, comme
la demande d'extradition
^{suivra en tout cas} ~~prendra~~ ~~pourtant~~ la route
postale ~~par~~ ^{par} l'Angleterre,

que dans cet article il s'agit de

N^o 5.

Néerlandais, de sorte que le
N^o 7 devrait alors être traduit
par: „verduistering of diefstal”
(détournement ou vol) et non
par le seul mot: „diefstal”
(vol), ce qui a eu lieu sub
N^o 7 de l'Article 2 du présent
traité.

Si de cette ^{façon} ~~manière~~
l'extradition ^{devient} ~~devenirait~~
possible pour chaque espèce
de: „verduistering” (détourne-
ment), le N^o 11 de l'Article II
pourrait être omis, à moins
que la législation Bri-
tannique ^{ne} s'y oppose.

Si au contraire: „em-
berzlement” ne correspond
pas à notre terme: „ver-
duistering”, il serait dési-
rable d'omettre le mot
„emberzlement”, mais alors
les restrictions personnelles
de l'Article II N^o 11 du „draft”
devraient ^{également} ~~aussi~~ être omises,
~~afin de faire tomber~~ ^{après qu'} un
cas comme celui de Witte,
soit adhérent ^{par} ~~aux~~ les stipulations du
traité. Ce numéro devrait
alors se lire: „Fraud made
„criminal by any law
„for the time being in force”

~~soit adhérent aux~~
~~cependant de la supposition~~
En faisant ^{ce} ~~cette~~ proposition
~~accepte~~ ^{ou admet} ~~cependant~~ comme
~~certain~~ que „fraud” signifie
„verduistering”.

En attendant les vues
du Gov. Britannique sur ces diffé-
rentes questions, je saisis l'occasion etc.

4